**Retour d’emigration, Enjeux Fonciers et Defi de Developpement a Zoukougbeu et Gregbeu**

**(Centre-Ouest, Côte d’Evoire)**

***Mlan Konan Séverin***

Socio-anthropologue, Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d’Ivoire, Président de l’ONG Foncier Rural pour tous, Environnement et Développement (FRED)

***Yao Kouassi Ernest***

Géographe, Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé,

Daloa, Côte d’Ivoire, Labo VST

***Zamble Bi Zamblé Boris***

Doctorant en Sociologie à l’Université Alassane Ouattara,

Bouaké, Côte d’Ivoire

[Doi:10.19044/esj.2021.v17n32p236](https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n32p236)

Submitted: 30 March 2021

Accepted: 05 August 2021

Published: 30 September 2021

Copyright 2021 Author(s)

Under Creative Commons BY-NC-ND 4.0 OPEN ACCESS

***Cite As:***

**Séverin M.K., Ernest Y.K., Zamblé Boris Z.B. (2021). *Retour d’emigration, Enjeux Fonciers et Defi de Developpement a Zoukougbeu et Gregbeu (Centre-Ouest, Côte d’Evoire).* European Scientific Journal, ESJ, 17 (32), 236.** <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n32p236>

**Résumé**

La crise politico-militaire de 2010 en Côte d’Ivoire a affecté les flux migratoires dans certaines régions du pays. On a assisté au retour massif de certaines populations dans leurs régions d’origine. Cette étude explore la question de la réinsertion des émigrants dans le jeu foncier de leur zone de départ, et met en exergue les enjeux sociaux liés à leur réintégration. L’étude vise à appréhender les stratégies développées par les populations résidentes et les émigrants dans la quête de ces derniers à intégrer l’arène foncière de leurs familles d’origine. La collecte des données a mobilisé la recherche documentaire, l’enquête par questionnaire, l’entretien et l’observation dans les sous-préfectures de Zoukougbeu et Gregbeu. L’étude relève que le retour définitif ou partiel des émigrants traduit un jeu de repositionnement, tant chez eux que chez les résidents. Le paradoxe de l’autochtone frustré par la raréfaction foncière mais qui constitue un acteur impulsant la dynamique sociale, politique et économique est expressif. En somme, cette étude invite à une politique de modernisation de l’agriculture afin que l’espoir des émigrants internes et externes (diaspora) débouche sur un retour partiel ou définitif réussi, avec des investissements productifs.**Mots-clés: Zoukougbeu, Côte d’Ivoire, autochtonie, émigration de retour, enjeu foncier, défi de développement**

**Return from Emigration, Land Issues and Development Challenge in Zoukougbeu and Gregbeu**

**(Center-West, Cote d’Ivoire)**

***Mlan Konan Séverin***

Socio-anthropologue, Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d’Ivoire, Président de l’ONG Foncier Rural pour tous, Environnement et Développement (FRED)

***Yao Kouassi Ernest***

Géographe, Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé,

Daloa, Côte d’Ivoire, Labo VST

***Zamble Bi Zamblé Boris***

Doctorant en Sociologie à l’Université Alassane Ouattara,

Bouaké, Côte d’Ivoire

**Abstract**

The politico-military crisis of 2010 in Ivory Coast has affected migratory flows in some regions of the country. We have seen the massive return of some populations to their regions of origin. This study explores the question of the reintegration of emigrants into the land game of their area of departure, and highlights the social issues linked to their reintegration. The study aims to understand the strategies developed by resident populations and emigrants in the latter's quest to integrate the land arena of their families of origin. Data collection involved documentary research, questionnaire survey, interview and observation in the sub-prefectures of Zoukougbeu and Gregbeu.

The study notes that the final or partial return of emigrants reflects a repositioning game, both for them and for residents. The paradox of the native frustrated by land scarcity but who is an actor driving social, political and economic dynamics is expressive. In short, this study calls for a policy of modernizing agriculture so that the hope of internal and external emigrants (diaspora) leads to a successful partial or final return, with productive investments.**Keywords: Zoukougbeu, Côte d’Ivoire, autochthony, return emigration, land issue, development challenge**

**Introduction**

Dès son accession à l’indépendance, la Côte d’Ivoire a axé sa politique de développement socio-économique sur la production agricole (Traoré, 2012). Cette politique lui a permis d’être le premier producteur mondial de cacao et le troisième producteur de café (Traoré, 2012 ; Mlan, 2004). Ces résultats ont favorisé une politique d’immigration interne et externe incontrôlée des populations vers les zones forestières (Mlan, 2015c ; Lesourd, 1982 ; Léna et *al*., 1977). La Côte d’Ivoire occupe une place importante dans les flux migratoires internationaux et des pays de la région ouest-africaine.

Les flux migratoires internes sont intenses dans toute l’Afrique de l’Ouest. Les pays comme le Sénégal et la Côte d’Ivoire ont des taux de migration interne de l’ordre de 62% des flux migratoires totaux, suivis par la Mauritanie (54%), le Mali et la Guinée (51%) et le Niger (47%) (OIM, 2008).

La crise politico-militaire de 2010 en Côte d’Ivoire a engendré un accroissement du flux migratoire dans tout le pays : du Nord vers le Sud et d’Abidjan vers l’intérieur du pays.

Aussi assiste-t-on au retour de beaucoup de migrants dans leur zone de départ (Mlan, 2013). Dans les années 1980, le slogan « retour à la terre » concernait presqu’exclusivement les jeunes qui semblent oisifs dans les villes (Ibo, 2006). Mais, cette dernière décennie voit arriver un flux de migrants de tous âges et de toutes professions dans leurs zones d’émigration (Zamblé, 2018 ; Mlan, 2013). Ce qui est marquant, c’est le fait que cette migration de retour est guidée essentiellement par le désir des migrants de s’insérer dans le jeu foncier familial ou dans la grande région d’origine afin de préparer leur retour définitif, surtout à leur retraite (Zamblé, 2018 ; Mlan, 2013). Cadres, employés, paysans, élites politiques et économiques en pleine activité ou proches de la retraite entament de plus en plus un retour dans le contrôle et l’exploitation des terres de leurs régions d’émigration (Yao G., 2008).

Si ces retours à la terre rencontrent des hostilités (oppositions à reconnaître la part d’héritage foncier, mysticisme et assassinat, raillerie) de la part des résidents, on note toutefois que les candidats au retour deviennent des acteurs clés dans le développement des localités ivoiriennes dès leur retour définitif. Dans les zones d’émigration, en effet, les émigrants de retour deviennent les chefs de village, présidents de Comités villageois de gestion foncière rurale, notables de chefferies, producteurs de produits d’exportation comme des cultures annuelles, etc. (Zamblé, 2018).

Zoukougbeu, département du Centre-ouest, dispose de ressources forestières importantes entre les affluents du Bandama et le bassin fluvial du Sassandra. Le phénomène de retour dans le contrôle des terres rurales et le fonctionnement des villages est marquant dans cette localité peuplée d’autochtones Gnamboua et de migrants Baoulé, Djimini, Burkinabè, Maliens, avec un pique d’occupation des terres de 2002 à 2011.

L’objectif poursuivi par la présente étude est d’appréhender les stratégies développées par les émigrants et les résidents dans l’arène foncière des sous-préfectures de Zoukougbeu et Grégbeu, avec en arrière-plan, les jeux de rôle dans le développement des villages.

Le cadre théorique de cette étude s’inscrit dans la [théorie](https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_des_organisations) des organisations, précisément l’analyse stratégique proposée par [Crozier](https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Crozier) et [Friedberg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Erhard_Friedberg) (1977). On entend par analyse stratégique, l'analyse du comportement des acteurs, perçus comme comportements stratégiques.

Cette théorie cherche à expliquer la construction des règles (le construit social), calculateurs et intéressés à partir du jeu des acteurs empiriques. Ces acteurs sont dotés de rationalité, d’autonomie, de moyens économiques et humains, et entrent en interaction dans un système qui contribue à structurer leurs jeux, leurs actions, leur positionnement.

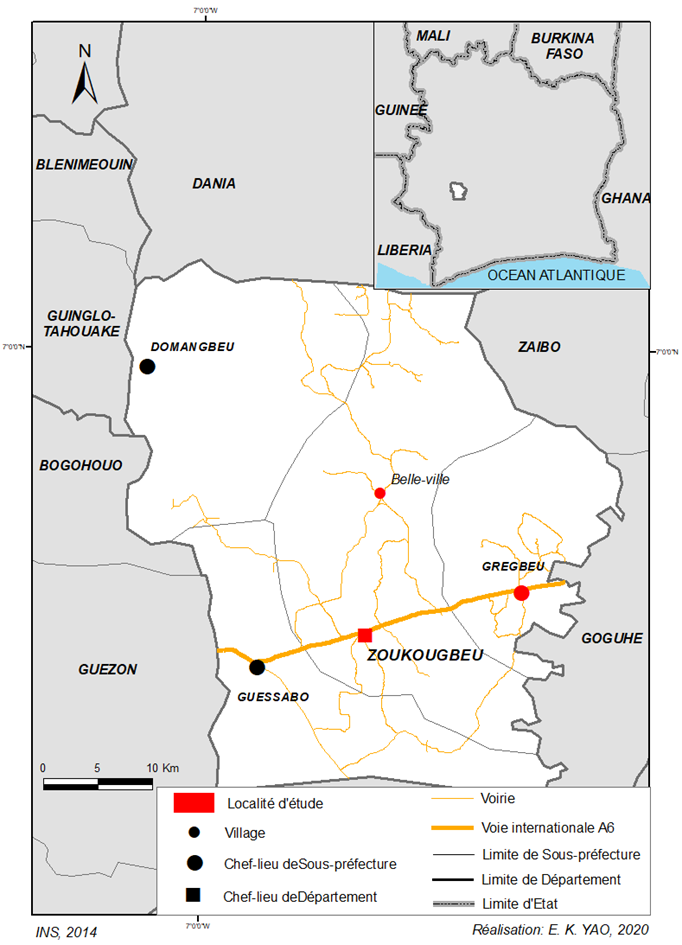
**1. Methodologie**

**1.1. Présentation de la zone d’étude**

La présente étude s’est effectuée dans le département de Zoukougbeu, situé au Centre-ouest de la Côte d’Ivoire, dans la région du Haut Sassandra dont Daloa est le chef-lieu de région.

L’étude porte sur les émigrants de retour dont des autochtones Gnamboua, des allochtones (Gouro, Baoulé, Sénoufo, Gueré, Bété) et des étrangers ouest africains (Burkinabé, Togolais, Maliens) issus des sous-préfectures de Grégbeu et de Zoukougbeu. Dans la sous-préfecture de Grégbeu, l’étude a concerné Belleville et Grégbeu (figure 1).

**Figure 1 :** Localisation de la zone de l’étude

****

**1.2.** **Techniques de collecte des données**

La collecte des données a mobilisé la recherche documentaire, l’enquête par questionnaire, l’entretien et l’observation dans les sous-préfectures de Zoukougbeu et Gregbeu.

La recherche documentaire a permis de faire la synthèse de la littérature consacrée à l’émigration, la resocialisation, aux conflits fonciers et au développement des villes secondaires. Les écrits consultés ont permis d’apprécier le jeu des acteurs.

La recherche documentaire a été enrichie par des entretiens avec les chefs de terre de Belleville, Grégbeu et Zoukougbeu pour comprendre les stratégies de réinsertion des émigrants de retour dans ces localités.

Concernant l’enquête par questionnaire, l’échantillonnage à choix raisonné a permis de sélectionner 81 personnes dont 27 à Belleville, 27 à Grégbeu et 27 à Zoukougbeu. La répartition de la population enquêtée est confinée dans le tableau 1.

**Tableau 1 :** Population d’enquête

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Zone d’étude | Catégories de personnes | | Nombre de personnes interrogées |
| Zoukougbeu  Grégbeu  Belleville | Migrants de retours autochtones Gnamboua | | 30 |
| Migrants de retours allochtones | Gouro | 04 |
| Baoulé | 13 |
| Sénoufo | 06 |
| Bété | 04 |
| Guéré | 05 |
| Migrants de retours allogènes | Burkinabé | 10 |
| Togolais | 05 |
| Maliens | 04 |

*Source : Zoukougbeu, Novembre 2018*

Les données collectées à travers les entretiens semi-directifs individuels, l’observation directe, l’enquête par questionnaire et l’analyse ont été structurées autour de quatre points, notamment (i) le profil des émigrants de retour, (ii) les raisons de la migration de retour et le type d’accueil, (iii) les conditions mises en œuvre par les migrants en vue d’un retour resocialisant, (iv) l’apport des migrants de retour dans le défi de développement de leur localité d’émigration, et (v) une discussion sur l’espoir de l’émigrant et la réalité. Les données recueillies ont fait l’objet d’une analyse de contenu par une approche descriptive et quantitativiste.

**2. RESULTATS**

**2.1. Profil des émigrants de retour**

L’étude révèle que les retours à la terre sont respectivement marqués par le niveau secondaire (37 sur 81 enquêtés), supérieur (20 sur 81) et primaire (18 sur 81). Concernant le profil professionnel, on constate que 54 des 81 enquêtés (soit 66,67%) travaillent dans le secteur public (tableau 2).

**Tableau 2:** Niveau d’instruction des émigrants de retour selon leur profil socio-professionnel

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Niveau  d’instruction  Profil Socio-  professionnel | Analphabète | Primaire | Secondaire | Supérieur | Valeurs absolues | Valeurs  Relatives en % |
| Planteur | 05 | 10 | 01 | 00 | 16 | 19,75 |
| Secteur public | 00 | 00 | 34 | 20 | 54 | 66,67 |
| Sans emploi | 01 | 08 | 02 | 00 | 11 | 13,58 |

*Source : Zoukougbeu, Novembre 2018*

L’importance de l’éducation dans les sous-préfectures de Grégbeu et Zoukougbeu que révèle ce tableau a entrainé une compétition entre les familles confirmant Mlan (2020). Le défi était qu’au moins un membre de la famille réside en ville ou même en Europe. T. G., un enquêté de Grégbeu, explique son émigration :

*« Mon grand frère avait un ami qui travaillait dans une entreprise. Un jour à l’entreprise, la chef du personnel avait besoin d’une personne qui était diplômé d’une maitrise en géographie précisément un cartographe. C’est ainsi mon frère m’a contacté et je suis parti à Abidjan pour l’entretien et j’ai été embauché. J’ai travaillé à CARGIL pendant dix-sept ans avant que je reviens au village ».*

Les retours à la terre constitués de paysans (19,7 % des enquêtés) ont majoritairement fait l’école : 10 enquêtés sur 16 ont arrêté leurs études au primaire (62,5%) contre 31,25% d’analphabètes. Vu que l’investissement sur la terre exige assez de moyens, ce sont les cadres et autres hommes d’affaires qui envisagent avec sérénité le retour à la terre. Pour les fonctionnaires (secteur public) qui représentent 66,67% des émigrants de retour, le retour est une opportunité pour mener des activités rentables.

Le retour des sans-emplois (13,58% des enquêtés) s’expliquent par le fait que les objectifs de départ n’ont pas été réalisés, et la situation est de plus en plus intenable en ville, en raison des crises, grèves, pauvreté, fermeture d’activités.

Les enquêtés ont choisi de résider dans les villages proches de la ville de Zoukougbeu ou proche de Grébgeu, chef-lieu de sous-préfecture, pour bénéficier de la modernité ou des commodités de la ville : 60% des émigrants de retour interrogés l’attestent.

**2.2. Motivations du retour « foncier » des émigrants et accueil**

Au nombre des raisons qui poussent les acteurs sociaux à opter pour le retour en zone de départ, il y a la fragilité économique du pays due aux nombreuses crises socio-politiques, le manque d’opportunité et d’emploi, la cherté de la vie en ville, la paupérisation des paysans dans la plupart des zones rurales (Mlan et *al.*, 2018), la difficulté de scolarisation des progénitures, la menace d’expropriation des patrimoines fonciers familiaux par les résidents, l’accaparement des terres par les élites politiques et économiques, l’attrait des spéculations agricoles (anacarde, palmier à huile, hévéa, tomate, poivron, piment frais et sec, gombo frais et sec, etc), la pression de la famille en vue desubvenir aux besoins des frères et parents restés au village. Z. Rachelle que nous avons interrogé à Zoukougbeu–ville déclare ceci : « *moi, quand j’étais à Abidjan, chaque jour ma mère m’appelait pour que je revienne au village car elle voulait que je vienne construire, c’est ainsi que je suis arrivé ».* De plus, le licenciement des migrants employés apparaît comme une cause majeure du retour. Les prétendants et retournés d’émigration se galvanisent ainsi du dicton ivoirien selon lequel « la terre ne trahit jamais ; elle nourrit son homme ! ».

En outre, l’accueil peut être favorable ou antagonique. Si le migrant a eu de bonnes relations avec ses parents restés dans la zone d’émigration, l’accueil est favorable, cordial, fraternel dès le retour. Le migrant est reçu par la famille et aussi par le village. Les propos de Taourou, résident à Grégbeu, le traduisent fort bien : « *mon frère c’est mon frère, il m’a beaucoup aidé quand il y a un problème au village, et lorsque je l’appelle il réagit en tout cas je suis très content qu’il soit auprès de moi*». L’émigrant de retour est bien accueilli par le sourire, les embrassades, les amicalités et les échanges cordiaux lors des demandes de nouvelles. En plus de la nourriture (mets ou vivres) qu’on lui offre, il est intégré dans la gestion du village et on le consulte et/ou sollicite pour ses conseils en cas de problèmes dans le village, surtout pour les retraités. Un parent (agnat ou utérin) lui indique les terres qu’il peut mettre en valeur, en propre comme un prêt ou un don.

L’accueil est dit antagonique quand le migrant rencontre des difficultés d’intégration. Il est soumis à la raillerie, à l’indifférence et à l’opposition de ses parents résidents. Il lui est difficile d’accès aux terres familiales et de participer aisément aux activités sociales (règlement de litiges, cérémonies religieuses ou de réjouissance). Daniel K., résident à Zoukougbeu s’insurge : « *Mon frère n’a pas de place ici, bien vrai que c’est mon grand frère, mais la terre que depuis 45 ans j’ai travaillé dessus avec ma main et aujourd’hui, il vient réclamer sa part ; ce n’est pas possible, si c’est pour se tuer, je suis prêt ».*

L’émigrant retourné découvre alors la méchanceté de ses parents :

« *Mon frère qui est au village est très mauvais car lui seul veut prendre le patrimoine foncier familial. Quand je suis arrivé, j’ai constaté qu’il a vendu toute notre portion de terre pour des besoins personnels alors que chaque fin du mois je lui envoyais de l’argent pour l’entretien du champ de cacao que notre père a laissé en héritage » (Ibo, émigrant de retour à Belleville).*

Les émigrants de retour peuvent être victime de regards défavorables, dévisageants, de disputes de femmes résidentes avec leurs épouses et filles.

**2.3. Conditions mises en œuvre par les migrants pour leur**

**resocialisation dans leurs zones d’émigration**

***2.3.1.******Stratégies « propitiatoires » développées par les migrants avant le***

***retour***

Les enquêtes ont montré que les migrants développent des stratégies pour favoriser leur retour. Il s’agit de leur participation aux funérailles de parents en envoyant de l’argent aux membres de la famille du défunt, la prise d’initiatives, la contribution au développement du village (dons de numéraire pour la construction d’école, pompe hydraulique villageoise, centre de santé, de foyer de jeunes). L’émigrant peut également se porter parrain de cérémonies organisées par les jeunes : tournoi de football, cours de vacances pour les élèves. Au niveau de la famille, le migrant s’organise pour trouver de l’emploi aux membres de sa famille et aux fils du village. Il fait bâtir des maisons pour des membres de sa famille (notamment pour sa famille restreinte, le chef de famille ou pour l’oncle). Il envoie régulièrement des vivres aux parents, surtout à la veille des fêtes de fin d’année, à l’occasion de la fête de Pâques et autres cérémonies festives.

Par ailleurs, les émigrants initient des projets de développement qui permettent l’amélioration des conditions de vie et la cohésion sociale : création d’associations et de coopératives agricoles. Les migrants de retour d’origine Gnamboua apportent un soutien financier aux jeunes à l’occasion des sorties de la fête de panthère.

En outre, à chaque arrivée du migrant dans sa zone d’origine, il s’emploie à se faire adopter en s’imprégnant dans les clans lignagers pour participer aux activités du village (danse de panthère et autres activités des bois sacrés, condoléances aux familles endeuillées, visites aux parents dans les concessions) ou en offrant à boire et à manger chez lui à domicile. Il n’oublie pas de rendre visite à ses connaissances de la même promotion restées au village. T. Ange, migrant de retour à Zoukougbeu que nous avons interrogé explique ceci : « *ma famille et moi, il n’y pas eu de problème quand je suis arrivé au village car je venais saluer les parents au village. A chaque vacances, je prenais les enfants de mes deux frères pour les faire venir à Abidjan et lorsque la rentrée arrivait, j’achetais leur fourniture complet ».* En effet, l’offre de présents (habits neufs, chaussures, téléphone, montre, huile de cuisine, riz, boîte de tomate ou de sardine, du pain, de la pomme, du mouton pour obsèques d’un parent) à chaque visite constitue une condition « propitiatoire » majeure pour un retour accueillant (Mlan, 2014).

***2.3.2 Stratégies de dévolution de la terre familiale aux migrants de retour***

Les modes d’accès à la terre que traduit la dynamique foncière à Zoukougbeu sont l’achat/vente, la location, le prêt, le planter-partager (location à longue durée pour des cultures pérennes) (Kouamé, 2014 ; Ruf, 2011). Les modes de dévolution de terres aux émigrants de retour portent sur le don de lopins de jachères familiales, le prêt temporaire et l’achat/vente. Concernant la cession d’une partie de l’héritage familiale au migrant de retour, les résidents aident les émigrants de retour à connaitre les patrimoines familiaux et les vergers, à prendre connaissance de leurs limites, à connaître les terres occupées par des allochtones et étrangers. Le chef de famille ou le gestionnaire des interstices fonciers familiaux choisit la portion de terre à céder. Cependant, les possibilités ne sont pas grandes, puisque la ruée des migrants à Belleville, à Grégbeu et à Zoukougbeu a entrainé de grandes cessions dans toutes les familles. En effet, l’enquête de terrain révèle qu’à Belleville, Grégbeu et Zoukougbeu, plus de 80% des terres coutumières ont déjà été l’objet de transactions entre autochtones Niaboua et populations étrangères à la région (allochtones et allogènes), lesquelles les utilisent à des fins agricoles confirmant Yao (2017a, p. 50, 53 ; Yao, 2017b, p. 492). Dans ces localités, on ne donne pas ou on ne cède pas la terre à un migrant qui n’a pas préparé son retour par des actes sociaux. L’enquête de terrain révèle que 50% des migrants de retour ont pu intégrer les biens fonciers familiaux.

Lorsque la portion de terre familiale est insuffisante, le migrant de retour opte pour l’achat de terre dans le même village ou dans la région. L’étude a révélé 05 migrants de retour qui ont acquis la terre par achat dans les villages autres que les siens, souvent avec des allochtones ou étrangers. A défaut de moyen, le migrant de retour loue la terre sur des patrimoines d’autres familles du village ou il sollicite un prêt à courte durée pour y cultiver du riz, des légumes, de la banane plantain, etc. C’est le cas de Ibo, notable de la chefferie de Gregbeu, qui s’est vu obligé de solliciter une portion de terre à un autre notable pour y cultiver des vivres pour sa famille. Pour contourner ces obstacles, des migrants de retour n’hésitent pas à infiltrer la Forêt Classée du Haut Sassandra pour y cultiver du cacaoyer.

L’émigrant de retour se socialise et se familiarise avec les résidents en partageant les repas de la maison ensemble. Ce qui fait naitre une confiance et l’union entre eux. Il s’intègre également dans la famille en apportant de l’aide et son expérience. Aussi, participe-t-il au développement du village : il se fait aimer, il adhère et participe activement à la vie des associations, de la mutuelle de développement et aux groupements d’entraides afin d’enclencher la cohésion entre lui, sa femme, ses enfants et le reste du village, ses nouveaux tuteurs. L’action resocialisant du migrant de retour a le mérite de susciter des dons de vivres pour des parents ou amis. Digbeu E. que nous avons interrogé à Zoukougbeu a mentionné que, quelques fois, des femmes invitaient son épouse à les accompagner au champ. A leur retour, il la découvre les mains chargées de vivres.

***2.3.3.******Entraves dans le jeu foncier à l’encontre des émigrants de retour***

L’enjeu lié à l’intégration des émigrants de retour (avoir accès à la terre familiale en tant qu’ayant droit) déclenche de multiples formes d’entraves ; cachées ou visibles, mystiques ou non. Les émigrants de retour sont exposés à la méchanceté des membres de leurs familles : sorts mortels, envoutements, injures, sorcellerie, opposition à laisser cultiver, destruction de cultures. Bouazo (de Zoukougbeu) est plus que clair : *« mon propre grand frère m’a refusé la parcelle de nos parents parce qu’il estime que je suis venu faire concurrence avec lui et ce qui est pire dans tout ça il vend la forêt pour ne pas que je puisse l’exploiter ».*

L’enquête de terrain a permis de déceler l’ampleur de la méchanceté contre les émigrants de retour. De Gregbeu à Zoukougbeu en passant par Belleville, les enquêtés ont signalés plusieurs morts d’émigrants de retour dues aux sorts et autres envoutements. C’est le cas de Digbeu de Nimé Zahirigbeu (village-quartier de Zoukougbeu) :

*« Il a obtenu une parcelle de 3 hectares avec ses parents maternels. En tant que retraité de l’Assemblée Nationale ivoirienne, ses moyens lui ont permis de planter du palmier à huile sur 2 hectares. La seconde année, il a fait couper le reste de la parcelle obtenue. Il était en train de planter de l’anacarde quand il a eu un sort par la gorge. Ni la médecine moderne, ni les puissants guérisseurs n’ont pu lui apporter le soin. Et avant sa mort, il a dit que c’est son grand-frère T. K (résident) qui est à la base de sa maladie ».*

Les menaces contre les émigrants de retour portent plus la marque d’oppositions intrafamiliales. A ce propos, Toh A. et *al.* (2017, p. 200-201) expliquent que « dans cette confrontation entre ayants droits coutumiers, et progénitures, les acteurs utilisent toutes sortes d’armes pour se nuire. Ce sont les menaces de morts, les agressions physiques, les envoutements et empoisonnements, enfin la pratique de la sorcellerie pour éliminer son adversaire ». En effet, la sorcellerie étant une pratique familiale (concerne généralement les membres d’une même famille), lorsque les tentatives d’envoutement échouent, la sorcellerie apparait comme la dernière arme des malfaiteurs résidents (Henry Chr. et Kadya T. E., 2008 ; Gadou D, 2004). Mich., résident du quartier Djoulaboubou à Zoukougbeu, ne s’en cache pas*:*

*« Moi, je n’ai jamais pensé que mon grand frère allait venir me demander la terre, qu’est-ce qu’il va faire avec ? Si c’est l’argent il en a, il a même construit, donc il n’a qu’à me laisser là où je suis, c’est pour moi et mes enfants, s’il veut encore vivre longtemps, il faudrait qu’il aille chercher une place ailleurs sinon là où il dort, j’ai déjà dormi là-bas ».*

Sur la méchanceté, l’opposition et la résilience des résidents, Monsieur K. (migrant de retour, résidant à Belleville) n’en revient pas : *« l’homme noir n’est pas aussi bon, je ne pensais même pas qu’un jour mon neveux allait me faire ça. Mais c’est moi qui lui ai dit de travailler sur la parcelle de mon père avant d’aller à Abidjan et aujourd’hui, il refuse de me donner une place. En tout qu’à je ne vais pas le laisser faire »*. Ces méchancetés peuvent déboucher sur des conflits ouverts.

***2.3.4******Conflits entre résidents et émigrants de retour dans l’arène foncière***

Dans les familles, les émigrants de retour ne se laissent pas faire, humilier, malmener. Ils n’acceptent pas qu’on leur refuse la terre de leurs parents (Tano A., 2012). Les conflits sont récurrents : 37,04% des enquêtés (30 enquêtés sur 81) ont signalé ces cas de conflits dans leurs familles. Le conflit survient quelques fois quand on sabote le travail du migrant de retour, en détruisant des cultures ou en mettant des fétiches dans les parcelles qu’il essaie de mettre en valeur. Les propos de K. T (résident) le trahissent :

« *Mon frère là, il ne me connait pas encore. Quand notre père est décédé, c’est à moi qu’ils ont donné la parcelle et le champ de cacao et en ce temps il n’a rien dit, pourquoi aujourd’hui réclame-t-il son droit ? Il avait même dit qu’il n’avait rien à avoir là-dedans puisqu’il n‘est pas au village. Donc de bien m’occuper de tout ça* ».

Entre les résidents et émigrants de retour non ivoiriens, les oppositions et conflits sur les biens fonciers familiaux existent. Ouédraogo (opérateur économique de retour à Zoukougbeu) témoigne :

*« Mon petit frère a fait venir des personnes de chez nous (Burkina Faso) pour leur donner notre terre sans qu’il m’informe. Quand je suis arrivé à Zoukougbeu, j’ai pris des gens pour aller nettoyer une partie de la parcelle. Une semaine plus tard, je vais au champ et je constate que quelqu’un a planté les pieds d’hévéa là où j’ai nettoyé. J’arrive au village, je lui demande et il me dit clairement que c’est lui parce que moi je n’ai pas de place ici. Donc pour éviter des histoires, je suis allé voir notre premier représentant (chef des allogènes). A ce niveau, cela n’a pas abouti, le chef nous amené chez le chef du village ».*

Toh A. et *al.* (2017, p. 201) font remarquer que du fait des conflits dans le lignage, des plantations d’hévéa et de palmier à huile sont délaissées dans la broussaille.

***2.3.5.******Mode de règlement des conflits fonciers***

Le règlement des conflits fonciers se fait dans la famille entre les acteurs impliqués, c’est-à-dire, le migrant de retour et les résidents. S’il n’y a pas d’accord, l’affaire est portée devant la cour dirigée par le chef du village, qui, à son tour, essaie de les unir. En cas d’échec du règlement du conflit par les autorités coutumières, les instances administratives sont saisies. Les propos du chef du village de Zoukougbeu, anciennement géomètre au BNETD, l’attestent :

*« Ici à Zoukougbeu, lorsque deux personnes sont en palabre sur une portion de terre, d’abord je leur fais appel pour qu’ils m’expliquent le problème. Une fois que j’ai compris le problème, je leur demande de se pardonner en tant que des frères. Enfin, j’essaie de les unir. Mais, récemment, un migrant de retour est venu convoquer son frère résident. Quand j’ai fait appel à son frère résident, le migrant de retour il a refusé de venir. Plus grave, il va dans le champ de son frère résident pour enlever et jeter les pépinières d’hévéa que celui-ci a plantées ».*

En cas de conflit entre émigrants de retour et résidents non ivoiriens, la voie du tuteur ou fils du tuteur est d’abord explorée. Si le conflit ne trouve pas de solution, alors le chef du village est saisi. Entre non ivoiriens, les conflits sont rares et trouvent des solutions auprès des instances du village.

**2.4. Défi de développement et contribution des migrants de retour dans**

**leurs localités d’émigration**

***2.4.1. Défi de développement***

L’émigration peut être considérée comme un frein au développement (Kouakou et Mlan, 2019 ; Mlan, 2014, 2013). Dans les zones de fortes émigrations, le défi de développement se fait fort. Ce défi présente des exigences : main-d’œuvre jeune, qualifiée et disponible, disponibilité foncière et de ressources naturelles, bonne pluviométrie et température, production de valeur et valorisation de la production. Selon Mlan (2013), les campagnes ivoiriennes se caractérisent par :

* *« le vieillissement de la population qui fait que souvent on ne retrouve dans les concessions que de vieilles personnes avec leurs petits-fils à nourrir ;*
* *l’insécurité alimentaire[[1]](#footnote-1) dans la plupart des familles du fait du manque de bras valides et de l’accroissement des bouches à nourrir[[2]](#footnote-2) ;*
* *l’accroissement des concessions inhabitées dû à la mort des parents et au non-retour des enfants ;*
* *le délabrement accentué des concessions s’expliquant par le non-retour des populations migrantes ;*
* *l’absence d’activités lucratives due au fait que les populations résidentes ont pu se convaincre, de ce que, aucune culture vivrière ne peut leur procurer des revenus substantiels ; cette conviction est également cultivée par les cadres qui n’investissent pas dans la terre de leur village, préférant être planteurs de cacao, de palmier à huile et d’hévéa dans d’autres régions »*.

Les paysans vivants dans les milieux ruraux en Côte d’Ivoire sont marqués par un fort taux de pauvreté (Kouakou et Mlan, 2019 ; Mlan et al, 2018 ; Ruf, 2010 ; Ruf et Tanoh, 2009). Les paysans du Centre-ouest du pays, et particulièrement ceux de Zoukougbeu, le sont encore plus. La pauvreté crée un réel défi de développement. Malheureusement, à Zoukougbeu, comme le déplore le préfet du département du même nom, « Il n’y a aucune entreprise et aucun centre commercial. Les terres sont saturées par la cacaoculture. Le besoin d’activités agricoles plus rémunératrices est réel. En attendant de relever ces défis, la jeunesse est oisive ».

***2.4.2. Apport des migrants de retour dans leurs zones d’émigration***

Les migrants de retour dans l’arène foncière des localités du Centre-ouest contribuent à divers niveaux au développement de leurs villages ou villes.

***2.4.2.1. Apport économique***

L’analyse des propos des enquêtés montre que leurs visites à leurs familles ou leurs présences à leurs côtés se trouvent très appréciées globalement. Pour 50 enquêtés représentant 61,73% du total, les migrants constituent un soutien financier principal pour la famille restée au village*.* En dehors d’hostilités sur l’intégration du migrant de retour dans l’arène foncière, les résidents sont heureux des visites et présences régulières des émigrants de retour. Lorsque le migrant commence à investir dans son village ou un village de la région d’origine, il se rend régulièrement dans son village d’origine, avec des provisions. Il est actif lors des obsèques, dans les activités de la mutuelle de développement du village (Yao G., 2008). Il n’hésite pas à venir en secours aux malades, en les envoyant à l’hôpital ou en leur donnant de l’argent pour des soins.

Si c’est un retraité (retour définitif), chaque mois, lorsqu’il perçoit sa pension, il apporte du poisson, du riz, de l’huile, de la viande. Il n’hésite pas à dégager des moyens pour la création de vergers pour l’autoconsommation familiale. La famille se retrouve donc avec un « financier » permanent. You b., migrant de retour à Nimé Zahirigbeu, se réjouit :

*« Depuis mon retour, je suis satisfait d’une chose, l’amélioration de la qualité de vie de la famille en investissant de l’argent dans l’éducation de mes frères et sœurs, en améliorant la nourriture de la famille. Du point de vue de la famille élargie, tout le monde a du respect pour moi parce que j’apporte une aide ».*

Les immigrants en Europe, Afrique ou Amérique ne sont pas en reste de la mobilisation de la diaspora non encore revenue définitivement. Monsieur Batiez, de France, s’explique : *« Dieu m’a fait la grâce d’aller en Europe. Je suis très satisfait de pouvoir rendre la monnaie aujourd’hui, car ils ont contribué d’une façon ou d’une autre à ma réussite. Lors de mes visites, je rencontre des frères, des cousins, des neveux auxquels j’apporte un soutien financier ».*

A l’analyse, ces propos expliquent bien que la migration ne crée toujours pas de rupture d’avec la famille restée au pays. Les résidents racontent que les émigrants apportent des soutiens financiers à la plupart des familles, que ce soit à Grégbeu, Belleville comme à Zoukougbeu. Ceux qui ont des investissements dans la zone d’étude ou à Abidjan (dans le bâtiment, achat de terrain en réserve, plantation de culture pérenne, etc.) sont actifs, surtout pendant les obsèques de parents et les besoins alimentaires de ceux restés au village. Rompre définitivement avec la famille en ne revenant plus dans la zone d’émigration est mal apprécié en Afrique (Mlan, 2014 : 271) :

*« L’autre élément vu comme piège concerne les familles qui rompent définitivement avec leurs villages d’origine. Elles sont légions. C’est le cas de la famille Moundou et Allou K. d’Abigui. Le premier est resté dans les campagnes du département d’Issa tandis que le second à Bongouanou : leurs enfants et petits-enfants sont devenus originaires des régions.[…] Cela rompt avec la tradition du Baoulé qui va chez d’autres peuples dans le seul but de chercher les moyens et de retourner régulièrement avec les bras chargés de moyens. Lors des enquêtes, j’ai été édifié par les sanctions contre les personnes qui rentrent rarement dans leurs villages ».*

***2.4.2.2. Apport politique***

Au niveau de la gouvernance politique, on note la présence d’émigrants de retour. Mlan (2014 : 272) montre que les migrants de retour restructurent les rapports politiques. Ils deviennent de plus en plus des chefs de village[[3]](#footnote-3), chefs de quartiers, représentants de partis politiques, président de comité villageois de gestion foncière rurale ou membre dudit comité, chefs de familles, notables de chefferies villageoises, conseillers municipaux, présidents des parents d’élèves, présidents des jeunes ou de coopératives (Mlan, 2013)[[4]](#footnote-4). D’ailleurs, l’actuel chef[[5]](#footnote-5) du village de Zoukougbeu et représentant des chefs des villages environnants est un migrant de retour. Son retour est profitable à la population.

A priori, la présence des retournés émigrants apaise le jeu politique et les oppositions politiques entre migrants Gnamboua et les immigrants allochtones et étrangers. Les moyens dont ils disposent aident à gouverner, à maintenir une autorité de plus en plus contestée (Mlan, 2015a). Ils assurent facilement les déplacements en ville pour régler des problèmes (fonciers, mariage, funérailles, invitations d’autorités administratives ou politiques). Ils apparaissent comme des personnes crédibles qui aident leurs localités au plan politique. Ils répondent ainsi à leur vœu de contribuer au changement du village grâce à leurs expériences et connaissances acquises en ville lors de leur émigration.

***2.4.2.3. Apport social***

Aider les parents à avoir une maison par exemple est l’un des motifs de satisfaction d’un devoir accompli à l’égard de la famille, car une fois le bâti réalisé, il crée la joie non seulement des parents directs, mais également de toute la grande famille et tout le village. Facteur d’aboutissement de la vie, de stabilité des familles, de respect, d’attrait ou aura du bâtisseur, une fois bâtie, la maison devient un lieu de rencontre pour les cérémonies familiales.

Comme l’explique Anatole, fonctionnaire à la retraite à Grégbeu :

« *À mon retour, mon père et ma mère avaient un seul souci : avoir une maison en dur. Il fallait que je fasse tout pour construire une maison pour eux. Grâce à mon travail, j’ai pu construire une maison dans laquelle toute la famille y est. J’ai acheté une maison avec un frère à Daloa que j’ai mise en allocation. C’est pour moi un sentiment de satisfaction à l’égard de ma famille* ».

L’un des apports sociaux, c’est le mariage. Les migrants de retour contractent des relations nuptiales d’avec des filles du village, et cela permet de tisser une harmonie entre la famille de l’émigrant de retour et celle de l’épouse. En Afrique, particulièrement en Côte d’Ivoire et singulièrement à Zoukougbeu, le mariage constitue une étape très importante dans la vie des acteurs sociaux. Vue la place de l’émigrant de retour dans les activités agricoles, politiques, l’avoir comme gendre est considéré comme une bonne chose, un acte bénéfique, une victoire.

**3**. **Discussion : entre espoir et réalité**

Le retour des migrants renforce la paysannerie : l’amenuisement des facteurs de rayonnement de la paysannerie (disponibilité foncière et des ressources, main d’œuvre disponible, productivité des sols, climat favorable) laisse penser à « la fin des paysans », selon Henri Mendras (1967). Fort heureusement, les émigrants qui retournent sont, pour la plupart, dotés d’expérience (possibilité de s’adonner à des cultures qui ont de bonnes rentabilités et clientèle) et de moyens financiers, comparativement aux paysans locaux.

Mais, la campagne ivoirienne a sa réalité qui supplante les espoirs. D’un côté, les jeunes de retour définitif constatent deux phénomènes asymétriques démotivants : une végétation dégradée, composée de vieux pieds de cacaoyers (Ruf et Tanoh, 2009), incrustés dans une jachère d’Eupatorium odoratum et d’herbes adventices, et une occupation de l’essentiel des terres par les immigrants. Certes, ils ne sont pas des « néo-ruraux », mais ils redécouvrent « leur » campagne avec une réalité autre que celle qui a incité leur retour (Cornu L., 2005). Ils acceptent difficilement cette réalité paradoxale : autochtone sans terre. Selon la littérature sur le foncier, dans toute la campagne forestière ivoirienne, les logiques ou les idéologies d’autochtonie remettent en cause leurs mis à l’écart de la possession[[6]](#footnote-6) de la terre de leurs ancêtres (Koné G. et *al.*, 2017 ; Ibo, 2006 ; Montaz Leo, 2005). Des Gnamboua aux Néyo en passant par les Bété, Dida et Bakwé, l’autochtonie apparaît comme la logique de revendication des terres, que ce soient les jeunes de retour ou les cadets devenus majeurs (Ibo, 2006).

De l’autre, les résidents et travailleurs de retour (retraités ou planteurs absentéistes selon AfFou Yapi) constatent que les facteurs matériels de production n’ont guère changé. La logique de productivité axée sur la modernisation des outils de production (mécanisation, équipement), l’industrialisation de la production (par la transformation des produits) se heurte à un modèle d’agriculture archaïque, rudimentaire utilisant la machette, la daba, la houe (Anikpo D., 2015). Le Ministre Anikpo – Ministre de Commerce et de l’industrie - (2015 : 1) appelle à un changement de politique agricole :

*« Au lieu de concevoir et de préparer une réforme agraire et foncière inspirée par l’industrialisation de l’économie nationale de la Côte d’ivoire, redistribuer de nouvelles parcelles de terres aux jeunes diplômés et aux femmes qui retournent à la terre et à la fonction agricole, industrialiser et leur fournir des outils modernes et industriels de travail, des équipements, des machines, des appareils et des instruments agricoles modernes, le pays continue de faire cette politique agricole d’arrière-garde qui consiste à faire ‘’un retour à vide du trop-plein des villes’’, à la terre et à l’agriculture de subsistance ».*

Les appels au retour des jeunes lettrés, femmes et diplômés à la terre se multiplient, de plus en plus, comme à la fin des années 1980 (AIP, 2017 ; Abidjan.net., 2015). En attendant une nouvelle politique de modernisation de l’agriculture, l’on mobilise les jeunes[[7]](#footnote-7) à un retour » à la terre par un nouveau modèle cultural axé sur les cultures maraîchères : la culture du poivre, de l’ail, du piment, etc. (N'Doli D., 2018)[[8]](#footnote-8). Cette problématique devra véritablement intéresser les gouvernants, car elle peut être un des freins à leur exode « mortel » vers l’Europe.

**Conclusion**

Cette étude, à partir de la théorie des organisations, donc des stratégies que mettent en place les acteurs en présence, a porté sur la problématique de la réinsertion des émigrants dans l’arène foncière de leurs régions d’origine d’émigration. Le retour des migrants constitue un double défi : d’une part, pour les populations restées sur place, qui attendent de leurs « aventuriers » les mains chargées de moyens financiers et de projets, et d’autre part, pour les migrants eux-mêmes qui considèrent la zone de départ comme le lieu de la retraite.

Cette forme de logique socio-politique se trouve très partagée en Afrique et particulièrement en Côte d’Ivoire où l’émigrant est très attendu afin d’apporter un mieux-être à sa famille et à son village. Le concept de retour du migrant fait plus référence ici à la possibilité pour l’émigrant de réintégrer le bien foncier familial et de redevenir un gestionnaire ou propriétaire coutumier. En amont, en contexte de saturation foncière et d’amenuisement des patrimoines fonciers familiaux, relativement aux cessions qui ont eu lieu, en l’absence des émigrants, le retour consiste à obtenir de la terre en extrafamilial ou dans d’autres villages de la région.

Aussi créer des conditions d’un accueil favorable s’avère un impératif, un facteur déterminant pour l’émigrant : visites régulières aux parents restées en zones d’émigration, envoi de moyens financiers en cas de besoin ou sollicitation, etc. A contrario, l’absence prolongée et l’indifférence aux membres de sa famille, de son village d’origine apparait comme des sources d’opposition, de refus et même de méchanceté contre toute tentative d’avoir accès à « sa » part du bien foncier familial. En situation de raréfaction foncière, l’autochtonie se présente comme un exutoire, une idéologie prégnante qui forge une remise en cause de l’ordre établi, de la frustration.

En somme, les émigrants de retour (définitif ou non) s’apparentent à « des porteurs d’eau aux grains » des populations résidentes. De plus en plus, les émigrants de retour apparaissent comme des agents de développement, dotés d’expériences et de moyens financiers qui apportent un nouveau souffle aux personnes restées sur place.

Réussir à mobiliser la diaspora ou les émigrants à la cause du développement se présente dans toutes les campagnes africaines et ivoiriennes comme un véritable enjeu pour lequel les gouvernants doivent y songer, par une politique agricole plus moderne.

**References:**

1. Abidjan.net, 2015, *Chronique/Retour à la terre et à l’économie agricole de subsistance: la grosse colère du ministre Daniel Anikpo,* Aidjan.net, publié le 13 juin 2015,

<https://news.abidjan.net/h/555120.html>

1. Agence Ivoirienne de Presse, 2017, *Côte d’Ivoire / Des jeunes sensibilisés au retour à la terre à Agnibilékrou,* AIP, publié le 11 septembre 2017
2. Babo A., 2003, *Dynamique sociale et mutations dans le système dans la gestion du foncier en zone de savane : une réflexion à partir des cas des villages Baoulé d’Allokokro, Kouakro, Mandéké et Sakounty*, Thèse de doctorat unique, Université de Bouaké, Côte d’Ivoire
3. Cornu Laetitia, 2005, *« Jean-Yves FERRI et Manu LARCENET, Le retour à la terre ; tome 1 : La vraie vie ; tome 2 : Les projets ; tome 3 : Le vaste monde, Poisson Pilote, Paris, Dargaud, 2002-2003-2005, 48 p., 48 p. et 48 p. »,* Ruralia [En ligne], 16/17 | mis en ligne le 21 août 2006, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1111>

1. Gadou **D. M**, 2004, « Les prophétismes en pays Dida et la logique du marché (Côte d’Ivoire) », Journal des anthropologues, 98-99 | pp147-170
2. Henry Chr. et Kadya T. E., 2008, « La sorcellerie envers et contre tous », *Cahiers d’études africaines* [En ligne], 189-190, mis en ligne le 19 novembre 2013, consulté le 21 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/etudesafricaines/
3. Ibo G. J., 2006, *Retraits de terres par les « jeunes » autochtones sur les anciens fronts pionniers de Côte d’Ivoire : expression d’une crise de transition intergénérationnelle*, Colloque international “Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues”, Montpellier, 21 p.
4. Isambert Fr.-A., Mendras H., 1967, La fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française. [compte-rendu], [*Revue française de sociologie*](https://www.persee.fr/collection/rfsoc), [8-4](https://www.persee.fr/issue/rfsoc_0035-2969_1967_num_8_4?sectionId=rfsoc_0035-2969_1967_num_8_4_3243) pp 577-579
5. Kadet G. B., K. M., Anoh K. P., 2019, Les déterminants de la distribution spatiale de l’ulcère de Buruli dans le département de Zoukougbeu , *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé*," [En ligne] 0, mis en ligne le 30 Juin 2019, consulté le 2020-10-30 01:15:38, URL: https://www.retssa-ci.com/index
6. Koné M., 2015, Les jeunes ruraux et la gestion foncière dans le département de Soubré, Revue Société & Economie, *Revue du Laboratoire de Sociologie Economique et d’Anthropologie des Appartenances Symboliques*, Abidjan ? N°6, pp.80-96
7. Kouakou F., Adjet A., Dalougou G., 2018, Modes d’acquisition des terres et conflits fonciers entre autochtones Bété et migrants Baoulé à Zéprégué (Côte d’Ivoire). *International Journal of Multidisciplinary Research and Developpment*, Volume 5 Issue 10
8. Kouakou Y. Fr et Mlan K. S., 2019, Raréfaction foncière, absence de main d’œuvre et stratégies d’adaptation dans les activités agricoles à Boguédia (Issia Côte d’Ivoire), *Revue Africaine de Criminologie*, Abidjan, n25, pp211-221
9. Koné [G.,](https://www.cairn.info/publications-de-Gnangadjomon-Kon%C3%A9--89507.htm) [Ouattara](https://www.cairn.info/publications-de-Ba%20Morou-Ouattara--679489.htm) B. M., [Akindès](https://www.cairn.info/publications-de-Francis-Akind%C3%A8s--49615.htm) Fr., 2017, L’autochtonie, la terre et les jeunes à Sassandra (Ouest-Côte d’Ivoire), [*Politique africaine*](https://www.cairn.info/revue-politique-africaine.htm) [/4 (n° 148)](https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2017-4.htm), pp69-88
10. Kouamé G., 2014, Dynamique du système agricole et pratique de contrats « planté- partagé », en pays Agni-Sanwi (Côte d’Ivoire), *Territoires d’Afrique*, 4 : 35-42.
11. Lesourd M., 1982, *L’émigration Baoulé vers le Sud-ouest de la Cote d’Ivoire.* Thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Paris X, faculté des Lettres et Sciences Humaines, Institut de Géographie
12. Mlan K. S., 2019, Gouvernance des ressources, psychologie politique des peuples de l’écotone Agni-Baoulé : perte de légitimité des élus et l’ouverture sur l’ailleurs, *International Journal of Advanced Research (IJAR)*, 7(10), PP148-157
13. Mlan K. S., 2015, Migration Baoulé et résilience culturelle par les palmiers en Côte d’Ivoire, *Revue du Laboratoire de Sociologie Economique et d’Anthropologie des Appartenances Symboliques,* n°6, Vol.2, Université Felix Houphouët Boigny, Abidjan, pp36-53
14. Mlan K. S. Zadou D. A., Akaffou S. D., 2018, Dégradation côtière, amenuisement de la forêt et changement climatique en Côte d’Ivoire: quelle résilience ? *Revue Sociétés & Économies*, Abidjan, n°14, pp93-110
15. Mlan K. S., 2013, Le rônier, *Borassus Aethiopum* Mart., dans la vie sociale et culturelle des Baoulé Aitou de Dimbokro, Thèse de Doctorat Unique, Université Félix Houphouët Boigny Abidjan, 443p.
16. Montaz L., 2015, *Jeunesse et autochtonie en zone forestière ivoirienne. Le retour à la terre des jeunes Bété dans la région de Gagnoa, Côte d’Ivoire*, CEPED | Cahier du Pôle Foncier n°9
17. N'Doli D., 2018, *Côte d’Ivoire: une fédération encourage les jeunes au retour à la terre*, FENOPJERCI, Consulté le 12 octobre, 2020
18. Ouattara B., 2012, La réinsertion socioprofessionnelle des migrants de retour dans leur pays d’origine. L’exemple des migrants maliens de retour de Côte d’Ivoire”. Rapport Final. *International Labour* Organisation, Genève.
19. Ruf Fr., 2010, « Les Baoulé ne sont pas des oiseaux pour manger du riz ». Anthropology of food [Online], 7 |, consulté le 20 décembre 2015, <http://aof.revues.org>
20. **Ruf Fr.**, **Tanoh R.,** 2009, Malédiction cacaoyère et une difficile diversification des revenus en Côte d'Ivoire, Grain de Sel (45) : 12-15
21. Soro D M., 2009, Dynamiques des systèmes de production, Droits fonciers et gestion intra-familiale de la terre chez les migrants Senoufo dans le Sanwi, *Thèse de doctorat*, Université d’Abidjan-Cocody, Côte d’Ivoire.
22. Tano A., 2012, Conflits fonciers et stratégies de sécurisation foncière au sud-ouest ivoirien. *Bulletin de l’Association de géographes français (BAGF)*, http: // www.persee.fr/docaspdf/bagf 0004-5322 2012 num 89 3 8287
23. Toh Alain, Kone Lassina, 2017, Structures Agro-Industrielles, Question Foncière Rurale Et Dynamiques Socioéconomiques Dans Le Sud Ivoirien, European Scientific Journal January 2017 edition vol.13, No.2 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431, p. 196-210
24. Yao G. R., 2008, « La production d’une identité autochtone en Côte d’Ivoire », *Journal des anthropologues*, 114-115, 2008 : 247-275
25. Yao Kouassi Ernest, 2017a, Problématiques foncières et immobilières et pratiques urbaines à Zoukougbeu (Côte d ’Ivoire), in *Le journal des sciences sociales*, Revue scientifique du Groupement Interdisciplinaire en Sciences Sociales (GIDIS), N° 17, décembre 2017, p. 49-61, ISSN : 2073-9303.
26. Yao Kouassi Ernest, 2017b, Dynamique urbaine et stratégies de gestion foncière autochtone à Zoukougbeu (RCI), in Revue des Lettres, Langues et Sciences de l’Homme et de la Société, N° 004, décembre 2017, p. 491-513, ISSN : 2518 - 4237.

1. Pour la FAO, « la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine ». Sommet mondial de l’alimentation, 1996 [↑](#footnote-ref-1)
2. Le Comité technique « Foncier et Développement » (2010 : 28) parle de « paradoxe : les trois quarts des humains sous-alimentés sont des ruraux, des producteurs d’aliments ». [↑](#footnote-ref-2)
3. Mlan (2014 : 272) écrit à cet effet : « L’une des bonnes notes concerne une catégorie de planteurs qui retournent s’installer au village et qui ne va sur leurs plantations de cacao que pour récupérer l’argent de la traite avec leurs enfants ou manœuvres. Ces personnes (5 à Abigui, 2 à Ediakro, 2 à Angankonankro, 1 à Trianikro et 3 à Lomo) disposant des moyens financiers s’impliquent activement dans la gestion des affaires de leur village ». [↑](#footnote-ref-3)
4. Mlan (2014 : 272) témoigne : « Nous avons retrouvé un de ces types de planteurs comme chef de village à Lomo » (un village de Dimbokro, dans le Centre-sud ivoirien. [↑](#footnote-ref-4)
5. Lors de cette étude, un enquêté a révélé que le chef du village de Doboua (village Bété près de Daloa) est un émigrant de retour, un agent de l’Assemblée nationale de Côte d’Ivoire à la retraite. [↑](#footnote-ref-5)
6. Koné G. et al, 2017 : 1) écrivent à cet effet : « les jeunes estiment être les « propriétaires terriens », parce que descendants d’une lignée de primo-occupants ». [↑](#footnote-ref-6)
7. K. O. Ibrahima, président de l’union des Ivoiriens en Sicile (UNIS) explique que le lancement du projet “Retour à la terre” au centre culturel d’Agnibilékrou (Est de la Côte d’Ivoire) vise à ôter de l’esprit de la jeunesse ivoirienne que « son avenir est en occident qu’il faut atteindre vaille que vaille, même au péril de sa vie ». [↑](#footnote-ref-7)
8. O. Michel, président de la FENOPJERCI, prône une meilleure utilisation de la terre et de ses valeurs. L’objectif de l’association qu’il dirige est « d’encadrer, orienter, éduquer et organiser les jeunes du milieu rural, autour d’un développement idéal. […] Un jeune qui plante du poivre, de l’ail ou du piment gagne bien sa vie». [↑](#footnote-ref-8)